

# L'opposition masculine de Sa Majesté Présidentielle : les socialistes français oublient la parité

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 1738

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024378>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## L'opposition masculine de Sa Majesté Présidentielle

### *Les socialistes français oublient la parité*

Yvette Jaggi (01 juillet 2007)

Elus pour la législature 2007-2012, les 204 députés des partis socialiste et radical de gauche représentent le principal groupe d'opposition parlementaire. Autour de leur président Jean-Marc Ayrault, ils ont composé leur "cabinet fantôme" à l'Assemblée nationale (*Le Monde* du 28/6). Savant dosage de représentants des différentes mouvances et proximités, avec un léger avantage pour les royalistes de la première ou de la énième heure. Pas d'éléphants mais un

chien fou, Arnaud Montebourg, propulsé premier vice-président. Chaque personnalité a pour mission de "marquer" un ministre du gouvernement Fillon.

Principale absente dans cette construction d'une opposition vigilante et "constructive": la parité. Sur les 14 membres de l'équipe socialiste, on repère tout juste deux femmes: la jospiniste devenue royaliste Elisabeth Guigou, chargée des Affaires étrangères, et la

strauss-kahnienne Patricia Adam, répondante en matière de Défense. Pour mémoire: il y a 11 femmes sur les 33 membres du gouvernement Fillon, dans sa composition élargie après le second tour des législatives (7 sur 15 pour les ministres de plein exercice).

*NDLR: Dans sa version finale, le cabinet fantôme a été élargi à 22 personnes, 15 hommes et 7 femmes.*

## Réforme de l'administration: les tortues et les lièvres

### *La Confédération ou le canton de Genève sont à la traîne*

Jean-Daniel Delley (30 juin 2007)

La démarche avait débuté en fanfare. Programme d'allègement budgétaire, puis programme d'abandon des tâches visaient d'abord des économies. L'exercice aurait pu répondre à une logique de réorganisation. Seuls le rabot et la scie ont été utilisés (DP 1642).

Puis, dans la foulée, le Conseil fédéral a initié une réforme de l'administration sur trois ans, qui doit aboutir à la fin de cette année. Le Conseil fédéral est satisfait des résultats obtenus sous la houlette du trio Merz, Calmy-Rey, Blocher, appuyé par la chancelière Huber-Hotz. Tel n'est pas l'avis de la commission de gestion du

Conseil des Etats. Au final, on peine à reconnaître l'ambition initiale, à savoir renforcer la direction politique de l'Etat et l'efficacité de l'administration. Car les réformes effectuées – centralisation des bibliothèques et des achats, suppression d'une soixantaine de commissions extraparlamentaires, décentralisation de la politique du personnel – restent très modestes.

La réforme, qui impliquait mouvement et changement, a rapidement tourné à la défense des territoires départementaux. Le gouvernement ne semble pas plus capable de conduire sa propre réorganisation (DP

1734) que de moderniser son administration.

Le canton de Genève ne fait pas meilleure figure. Audits, rapports et groupes de travail se succèdent depuis plus de dix ans, sans qu'on puisse observer des changements significatifs. En 1996, l'audit d'Arthur Andersen, imposé par une initiative populaire, génère une cinquantaine de rapports, puis de nombreux groupes de travail au sein de l'administration. Une expérience de nouvelle gestion publique est assez rapidement enterrée. En 2004, le projet GE-Pilote prend le relais dont on nous dit qu'il est maintenant en phase